

Numéro 34 - 5 juillet 2023

Défendons la dignité du travail

Les travailleurs portuaires de la Colombie-Britannique en grève pour défendre leurs droits



Terminal Centennial, Vancouver Est, 3 juillet 2023

- **Déclaration du comité de négociation de l'ILWU Canada**
- **L'importance du soutien national et international que reçoivent les grévistes**
- **La réponse des représentants gouvernementaux**

À titre d'information

- **Grève des débardeurs des ports de la Colombie-Britannique**

Défendons la dignité du travail

Les travailleurs portuaires de la Colombie-Britannique en grève pour défendre leurs droits

Sept mille quatre cents travailleurs portuaires de toute la Colombie-Britannique ont déclenché la grève le 1er juillet pour défendre leurs conditions de travail ainsi que les salaires et les avantages qu'ils reçoivent de la vente de leur capacité de travail. Les conditions dans lesquelles ils travaillent sont telles qu'ils sont très préoccupés par la sécurité de leur emploi, en particulier face à la sous-

traïtance, qui les cible en tant que travailleurs jetables et affaiblit leur unité en tant que force organisée au sein d'un syndicat. Si les employeurs parviennent à imposer les conditions de travail intenables et l'instabilité de l'emploi qui résulteraient des concessions qu'ils réclament, la santé et la sécurité des travailleurs deviendront une autre préoccupation majeure. Leurs employeurs introduisent également l'automatisation sans aucune considération pour le bien-être des travailleurs ou la nécessité du facteur humain qui assume la responsabilité sociale. L'automatisation sans l'activation du facteur humain pour assumer la responsabilité sociale est synonyme de problèmes.



Poste d'amarrage 10, 3 juillet 2023

Les travailleurs portuaires de la Colombie-Britannique sont confrontés à des problèmes difficiles qui affectent leur vie professionnelle et leurs conditions sociales. Le soutien qu'ils ont reçu de leurs confrères du monde entier montre clairement que leurs revendications sont justes et que les travailleurs du monde entier sont victimes des mêmes conditions et se défendent également. Les Canadiens aussi les soutiennent et exigent que les autorités portuaires et les gouvernements abordent et résolvent ces questions de manière respectueuse et parviennent à une convention collective qui soit acceptable pour les travailleurs.

C'est ce qui assurera la stabilité des chaînes d'approvisionnement, et non la privatisation des ports, la sous-traïtance, la baisse des salaires et la détérioration des dispositions en matière de santé et de sécurité. Dans leurs tentatives de rejeter la responsabilité des perturbations des chaînes d'approvisionnement sur le dos des travailleurs, les représentants gouvernementaux et les médias monopolisés ne font que répéter ce que disent les intérêts privés qui contrôlent les réseaux de transport et les ports. Il faut leur répondre avec tout le mépris qu'ils méritent. Cela fait partie du soutien à la juste cause des travailleurs portuaires.





Déclaration du Comité de négociation de l'ILWU Canada

Le Syndicat international des débardeurs et magasiniers du Canada (ILWU) a publié le communiqué suivant pour expliquer dans quel contexte ses membres ont décidé de retirer leur travail pour tenter d'en arriver à une convention collective acceptable.



Des négociations collectives libres entre le Syndicat international des débardeurs et magasiniers du Canada (ILWU) et l'Association des employeurs maritimes de la Colombie-Britannique (BCMEA) sont en cours depuis février de cette année pour tenter de renouveler la convention collective de l'ensemble de l'industrie qui a expiré le 31 mars 2023.

Le syndicat veut en arriver à une entente équitable qui respecte les débardeurs et protège nos emplois et notre juridiction. Nous demandons une reconnaissance du travail dur et des sacrifices que les débardeurs ont faits pendant la pandémie et le travail extraordinaire que les sections locales du syndicat des

travailleurs portuaires ont réalisé en s'assurant que les travailleurs puissent se rendre aux terminaux pendant le confinement.

Nos principaux objectifs sont :

- Arrêter la détérioration de notre travail par la sous-traitance
- Protéger les générations actuelles et futures des impacts dévastateurs de l'automatisation portuaire
- Protéger les débardeurs et magasiniers de l'inflation sans précédent et du coût de la vie qui n'arrête pas de grimper

Mais les employeurs et leur agent de négociation, la BCMEA, pour tout remerciement de ce travail difficile et de cette preuve de loyauté, exigent des concessions majeures. Leur unique objectif est de

retirer les droits et d'attaquer les conditions des travailleurs portuaires après s'être empiffrés de profits records pendant la pandémie.

Les débardeurs ont assuré le fonctionnement de la province et du pays pendant la pandémie et lorsque les Canadiens ont reçu l'ordre de rester chez eux, nos gens se sont mis au travail ! Nous avons travaillé dans des conditions difficiles et dangereuses pour veiller à ce que les communautés où nous vivons et tous les Canadiens disposent des fournitures nécessaires et des équipements de protection individuelle pour se défendre contre le virus de la Covid19. Il s'agissait d'une période sans précédent dans l'histoire du monde et les débardeurs se sont mobilisés et ont prouvé qu'ils étaient là pour soutenir le peuple canadien. Il est regrettable que nos employeurs nous méprisent à ce point.

Malheureusement, le comité de négociation d'ILWU Canada n'a plus d'options à la table des négociations parce que la BCMEA et ses employeurs membres ont refusé de négocier sur les questions principales, et nous pensons que nous n'avons pas d'autre choix que de passer à l'étape suivante (la grève) dans le processus.

Nous nous engageons à négocier une fin à ce conflit, qui respecte les travailleurs portuaires, et nous exhortons la BCMEA à abandonner toutes les concessions qu'elle exige et de négocier de façon sérieuse et de bonne foi avec le syndicat.

Rob Ashton, président, ILWU Canada



Port Moody, 1er juillet 2023

(Photos : ILWU Canada)



L'importance du soutien national et international que reçoivent les grévistes

Quelles que soient les tentatives du gouvernement fédéral, du gouvernement de la Colombie-Britannique ou de l'Association des employeurs maritimes de la Colombie-Britannique (BCMEA) de les isoler et de présenter leurs revendications comme mesquines ou déraisonnables étant donné l'état actuel de l'économie, les travailleurs portuaires de la Colombie-Britannique font partie d'un mouvement international de la classe ouvrière qui se tient en première ligne pour défendre les

droits qui leur appartiennent de plein droit. Ils effectuent un travail dur et difficile et ils demandent des conditions d'emploi, des salaires et des protections adéquates en matière de santé et sécurité. Le grand nombre de messages qu'ils ont reçus de leurs homologues à l'étranger est un avertissement clair à leurs employeurs de ne pas abuser de cette main-d'œuvre qui est l'élément décisif dans les chaînes d'approvisionnement. Depuis que les travailleurs portuaires ont annoncé le résultat de leur vote de grève, ils ont reçu de nombreux messages de soutien de la part des travailleurs du secteur des transports au Canada et du monde entier, ainsi que de la part d'autres syndicats. Ces messages sont publiés sur leur page Facebook. En voici quelques-uns :



De jeunes travailleurs portuaires de Tacoma, Washington, se joignent aux syndiqués de la section locale 500 de l'ILWU sur les piquets de grève à Vancouver.

La Guilde de la marine marchande du Canada a exprimé son soutien total en déclarant que, bien qu'elle soit limitée par la loi fédérale quant aux façons de manifester son soutien sur les piquets de grève, elle considère que le combat des débardeurs de la côte ouest est la sienne et qu'elle trouvera bien le moyen de les appuyer.

Le syndicat des travailleurs des traversiers **BC Ferry and Marine Workers Union** a envoyé un message de soutien et de solidarité de la part de ses 4 300 travailleurs de la côte de la Colombie-Britannique : « Nous applaudissons votre avis de grève à la British Columbia Maritime Employers Association (BCMEA) à cause de son refus de négocier un accord équitable incluant les salaires, l'automatisation et la compétence syndicale. La BCMEA doit avoir oublié à quel point les membres de la International Longshore and Warehouse Union ont été essentiels pendant la pandémie, alors qu'elle a engrangé des profits massifs sur le dos des travailleurs du monde entier. »

Le syndicat des travailleurs du détail **Retail Wholesale Union BC** a envoyé une lettre de soutien indiquant que ses membres se rendront sur les piquets de grève des travailleurs portuaires pour les soutenir aussi longtemps qu'il le faudra pour qu'ils obtiennent gain de cause.

Le **Syndicat national des employés et employés généraux du secteur public (SNEGSP)** a écrit au ministre fédéral du Travail Seamus O'Reagan au nom de ses 425 000 membres pour soutenir les revendications des travailleurs portuaires et exprimer ses inquiétudes quant à l'intervention du gouvernement fédéral dans cette grève, en précisant qu'il espérait que le ministre n'envisageait pas de priver les travailleurs de leur droit à la libre négociation collective.

L'Association internationale des débardeurs a pris l'engagement que ses membres ne toucheront à aucune cargaison détournée des ports de la Colombie-Britannique pendant la grève, déclarant que « les travailleurs portuaires du monde entier sont unis ».

Le **Conseil international des travailleurs portuaires** a réitéré les principales revendications des grévistes et a déclaré : « Vos justes revendications ont notre plein soutien. Pour un accord équitable qui protège les travailleurs, leurs emplois/tâches et assure la stabilité socio-économique des familles des travailleurs. »

La **Fédération internationale des ouvriers du transport** a déclaré qu'elle veillerait à ce que ses ressources soient mises à la disposition des travailleurs portuaires pour obtenir un accord équitable, affirmant que les propositions des employeurs « entraîneraient une destruction systématique de leurs emplois, de leurs droits et de leurs prestations, ce qui aurait un impact catastrophique non seulement sur les travailleurs portuaires, mais aussi sur l'industrie et les communautés locales ».

La **section des travailleurs portuaires de la Fédération internationale des ouvriers du transport**, qui représente environ un demi-million de travailleurs portuaires dans le monde, a déclaré : « Il est absolument vital que les débardeurs actuels et futurs du Canada et d'ailleurs soient protégés contre l'inflation et la hausse des coûts induites par les profits, contre l'impact destructeur de l'automatisation des ports et des nouvelles technologies, ainsi que contre la menace que fait peser la sous-traitance sur les emplois de qualité. »

Du Sri Lanka, la **Ceylon Mercantile, Industrial and General Workers' Union** a exprimé son « soutien total et sa solidarité avec votre grève contre l'employeur qui ne reconnaît pas les besoins réels des employés et ne cherche qu'à faire des profits. C'est une tendance mondiale que les employeurs externalisent ou utilisent des travailleurs avec des emplois précaires pour affaiblir les syndicats et leur pouvoir de négociation. Il s'agit d'une menace commune à laquelle nous sommes tous confrontés et qui nécessite plus d'attention et une lutte commune pour la vaincre. Nous vous souhaitons beaucoup de succès dans votre action de grève. »

Les travailleurs portuaires du **Vakgroep Haven van Antwerpen** en Belgique ont envoyé un message vidéo de solidarité.

Le syndicat des travailleurs portuaires du **FNV Havens des Pays-Bas**, qui représente plus de 6 200 travailleurs des ports maritimes néerlandais, a exprimé son indignation face à la lenteur des négociations et a déclaré qu'il avait pu négocier que les nouveaux emplois résultant de l'automatisation des ports seraient couverts par leurs conventions collectives, soulignant que l'automatisation devait également profiter aux travailleurs.

Le syndicat **Grenada Technical and Allied Workers Union de Grenade** a adressé ses salutations aux travailleurs portuaires en leur disant : « Restons fermes et unis pour la cause. Solidarité pour toujours. »

La **Fédération nationale des syndicats des travailleurs portuaires du Japon** a réitéré les principales revendications des grévistes et leur a apporté son soutien total.

La **Fédération européenne des travailleurs des transports** a déclaré que, représentant plus de 5 millions de travailleurs dans 38 pays, elle se tient pleinement aux côtés des grévistes de la Colombie-Britannique, soulignant que pendant la pandémie, « les travailleurs portuaires ont fait preuve d'un grand sens de responsabilité et d'un grand dévouement, veillant à ce que les biens essentiels et les fournitures médicales soient bien chargés et déchargés et que toutes les cargaisons atteignent leur destination finale, au bénéfice de leurs communautés ». Ils ont déclaré que les gouvernements ne devraient pas intervenir dans les négociations collectives.

L'**Union maritime de Nouvelle-Zélande** déclare que les travailleurs maritimes de ce pays ont été confrontés à des défis similaires en ce qui concerne l'automatisation et la sous-traitance, mais qu'à force de persévérance, ils ont progressé sur ces deux fronts. Le syndicat a déclaré que la solidarité dont il a bénéficié de la part des travailleurs portuaires canadiens, en particulier lors de la grève du

port d'Auckland, ne sera jamais oubliée et qu'il fera tout ce qui est en son pouvoir pour les soutenir dans leur lutte.

Des messages ont également été reçus de travailleurs des transports d'Uruguay, d'Argentine, de Côte d'Ivoire et d'Australie.



Des membres du Syndicat des employés et employés du gouvernement de la Colombie-Britannique se joignent aux travailleurs portuaires sur le piquet de grève à Chemainus, 4 juillet 2023

(Photos: ILWU Canada)



La réponse des représentants gouvernementaux



Prince Rupert, 3 juillet 2023

La réponse du gouvernement et des représentants des partis a été de réitérer le point de vue de l'employeur et des entreprises que la grève causera de graves dommages à l'économie et à la chaîne d'approvisionnement des marchandises. Ils semblent s'entendre pour tenter de détruire, par l'intermédiaire des médias de masse, toute opinion publique reflétant l'appui de Canadiens aux droits et à la juste cause des travailleurs portuaires. Les représentants du gouvernement et les dirigeants des grandes entreprises ont l'intention de préparer le terrain pour utiliser les pouvoirs de police afin de mettre fin à la grève sans parvenir à un accord qui convienne aux travailleurs portuaires.

Aucun représentant du gouvernement fédéral de la coalition libérale/NPD ni le NPD de la Colombie-Britannique au pouvoir ne se sont exprimés pour soutenir les travailleurs portuaires dans leur lutte contre leurs employeurs. Aucun représentant d'aucun parti au parlement ou à l'Assemblée législative de la Colombie-Britannique n'a fait part des revendications et des préoccupations des membres du syndicat qui font face à une détérioration de leurs conditions de travail et à l'inflation des prix et qui, plutôt que d'une amélioration de leurs conditions, se font imposer des concessions. Aucun membre élu d'aucun parti ne s'est fait un devoir de faire connaître le contexte de la lutte, qui comprend les demandes de concessions de l'employeur, des concessions qui affecteraient la sécurité d'emploi, affaibliraient le syndicat et causeraient des difficultés dans la vie des travailleurs portuaires.

Emploi et Développement social Canada a émis une déclaration au nom du ministre du Travail, Seamus O'Regan, et du ministre des Transports, Omar Alghabra, qui met l'accent sur l'urgence de ne pas perturber les chaînes d'approvisionnement. Selon la logique de leur argument, une grève perturbe les chaînes d'approvisionnement et il faut donc y mettre fin, de préférence par le biais de négociations, mais ils n'ont rien à dire sur le traitement méprisable des travailleurs qui assurent la circulation des biens et des services dans les ports et les systèmes de transport. Ils disent :

[...]

« Nous soutenons le processus de négociation collective, parce que les meilleures ententes sont conclues à la table de négociation. C'est notre objectif.

« Nous incitons fortement les parties à retourner à la table et à parvenir à une entente. C'est ce qui compte le plus à l'heure actuelle.

« Tout le monde – l'employeur, le syndicat, les médiateurs, le gouvernement – comprend l'urgence et l'enjeu pour les Canadiens et nos chaînes d'approvisionnement. Les parties sont responsables du transport des biens, à l'échelle nationale et internationale, et les industries ainsi que les consommateurs ressentiraient les effets d'un arrêt de travail.

« Des médiateurs d'expérience du Service fédéral de médiation et de conciliation collaborent avec les parties et continueront d'appuyer les négociations jusqu'à ce qu'une entente soit conclue. »

Pour sa part, le premier ministre néo-démocrate de la Colombie-Britannique, David Eby, a refusé de se prononcer sur les revendications des travailleurs et sur leur lutte contre les concessions. Au lieu de cela, il a réitéré l'inquiétude du gouvernement fédéral et de la grande entreprise quant aux dommages qu'une grève pourrait causer à l'économie et à la chaîne d'approvisionnement.

La question n'est pas de savoir si une grève nuit ou non à l'économie. Il est évident qu'une interruption du travail réduit la production de valeur nouvelle. Le problème n'est pas seulement que les rapports de production actuels ne laissent guère d'autre choix aux travailleurs que de se défendre en retirant leur force de travail de temps à autre, mais aussi qu'on assiste à une offensive antisociale pour supprimer les protections contre la sous-traitance au nom de la sécurité de la chaîne d'approvisionnement, ce qui est inacceptable dans un cas comme dans l'autre. Les employeurs ne peuvent pas être autorisés à contrôler unilatéralement, avec un pouvoir dictatorial, les moyens matériels de production. Le problème des rapports de production dépassés doit être résolu en faveur des travailleurs afin que les décisions qui affectent leurs salaires et leurs conditions de travail ne leur portent pas préjudice, à eux ou à la société. La demande de concessions de la part des employeurs et leur refus de négocier au lieu de dicter leur conduite nuisent à la fois aux travailleurs et à la société, quels que soient les arguments intéressés avancés par les gouvernements, les porte-parole des partis du cartel et les médias détenus par les monopoles.

Lors d'une conférence de presse, le premier ministre de la Colombie-Britannique David Eby s'est dit « profondément inquiet de l'impact potentiel d'une grève dans nos ports ». À l'instar de la grande entreprise, il a repris l'affirmation anti-ouvrière que les revendications et les actions de la classe ouvrière sont des causes de l'inflation des prix et « perturbent la chaîne d'approvisionnement ».

Les déclarations du premier ministre Eby déplorant les dommages causés à l'économie et le manque de soutien de son gouvernement aux travailleurs portuaires visent à isoler les travailleurs et à mobiliser l'opinion publique contre la grève et les justes revendications des travailleurs portuaires. Or, le soutien que les travailleurs ont déjà reçu de la part des travailleurs portuaires, maritimes et des transports du monde entier montre où se trouve la cause de la justice. Si le gouvernement fédéral utilise ses pouvoirs de police pour mettre fin à la grève en faveur des employeurs, l'avenir des chaînes d'approvisionnement en souffrira. Le travail organisé est le plus stable qui soit dans le monde. Le transformer en une main-d'œuvre désorganisée, avec de mauvaises conditions de travail, de mauvaises normes de sécurité et de mauvais salaires, c'est menacer la sécurité des chaînes d'approvisionnement. L'opportunisme de saisir toute occasion pour un profit rapide n'est pas bon pour la stabilité de l'économie et des chaînes d'approvisionnement.

Défendons les travailleurs portuaires en grève ! Ce qui est bon pour eux est bon pour nous tous.

Défendons la dignité du travail !



Vancouver, 3 juillet 2023



Terminaux Neptune (à gauche) et piquetage marin du port Delta



Au bureau du répartiteur, 3 juillet 2023

(Photos : ILWU Canada)



À titre d'information

Grève des débardeurs des ports de la Colombie-Britannique

La grève concerne 7 400 chargeurs de terminaux dans plus de 30 ports côtiers de la Colombie-Britannique, dont le plus actif du Canada, celui de Vancouver. Les 49 employeurs distincts du front de mer sont représentés par l'Association des employeurs maritimes de la Colombie-Britannique (BCMEA).

Le syndicat des débardeurs des ports est le Syndicat international des débardeurs et magasiniers (ILWU) du Canada. Le syndicat affirme que la sous-traitance, l'automatisation des ports et l'augmentation du coût de la vie sont les principaux points du conflit avec les employeurs. Les travailleurs portuaires ont voté à 99,24 % en faveur d'une grève afin de faire pression sur l'employeur pour avoir une entente sur une convention convenable. La convention collective avec l'association patronale a expiré cette année le 30 mars. Le ILWU Canada avait alors publié un communiqué accusant l'association patronale d'exiger des « concessions majeures » du syndicat, malgré « des profits records pendant la pandémie de COVID-19 ».

Les travailleurs portuaires de la Colombie-Britannique manutentionnent des marchandises d'une valeur de près de 225 milliards de dollars par an. Les économistes estiment que le temps de travail des travailleurs des ports de la Colombie-Britannique apporte une valeur ajoutée de 2,7 milliards de dollars au produit intérieur brut annuel du Canada.

Environ 15 % des conteneurs qui transitent par le port de Vancouver sont à destination ou en provenance des États-Unis, la plupart des marchandises arrivant ou quittant les ports par voie ferrée et de plus petites quantités par camion. Les marchandises comprennent des matières premières, des véhicules et leurs pièces détachées, des vêtements, des produits électroniques et des articles ménagers. Environ 2 % des importations américaines chargées dans des ports internationaux et qui arrivent chaque année dans les ports de la côte ouest transitent par le port de Vancouver.

Dans le nord, environ deux tiers des volumes d'importations conteneurisées qui arrivent au port de Prince Rupert sont destinés au marché américain par voie ferrée. Trois compagnies ferroviaires de

classe 1 opèrent dans les ports de la Colombie-Britannique : CN, Canadien Pacifique et BNSF, une filiale du cartel Berkshire Hathaway.

Le *Code canadien du travail* oblige les travailleurs des ports à manutentionner les navires céréaliers sans interruption sous peine d'amendes et d'emprisonnement. Le syndicat et l'employeur ont confirmé un accord par lequel la grève actuelle n'affecterait pas les navires de croisière amarrés à Vancouver, Prince Rupert ou sur l'île de Vancouver.



Squamish, 4 juillet 2023

La saison de pointe des expéditions devrait commencer à ce moment-ci et inclure les commandes de la rentrée scolaire et des vacances d'hiver, entre autres marchandises. Les navires ont du mal à passer par le canal de Panama en raison d'une grave sécheresse. Cette situation a entraîné une augmentation de l'activité portuaire sur les côtes ouest du Canada, des États-Unis et du Mexique. Vingt-deux mille travailleurs portuaires de la côte ouest des États-Unis, répartis dans 29 ports, ont récemment conclu une nouvelle convention collective après près d'un an de lutte.

(Photos : ILWU Canada)



www.pccml.ca • redaction@pccml.ca